

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/C/W/393
11 juillet 2002

(02-3878)

Conseil du commerce des marchandises

BESOINS ET PRIORITÉS DES MEMBRES EN MATIÈRE DE FACILITATION DES ÉCHANGES

Inventaire de la documentation existante établi par le Secrétariat

Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

I. Introduction

À la réunion du Conseil du commerce des marchandises du 23 mai 2002, les Membres ont demandé au Secrétariat de recenser la documentation disponible au Secrétariat concernant les besoins et priorités des Membres en matière de facilitation des échanges. Cette demande concerne les travaux des délégations sur l'identification de leurs besoins et priorités en matière de facilitation des échanges, notamment ceux des pays en développement et des pays les moins avancés, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 27 de la Déclaration ministérielle de Doha. L'inventaire qui va suivre vise à répondre à cette demande. Ainsi que les Membres l'ont suggéré, il donne un aperçu de l'information contenue dans les communications des Membres au Secrétariat, ainsi que de la documentation connexe figurant dans les rapports du Symposium de 1998 sur la facilitation des échanges et l'Atelier de 2001 sur l'assistance technique. Il examine aussi dans la mesure du possible les communications pertinentes d'autres organisations.

II. Structure

La documentation existante a été groupée en quatre catégories:

- A) Notes sur les expériences nationales;
- B) Autres communications pertinentes des Membres;
- C) Rapports du Symposium de 1998 et de l'Atelier de 2001;
- D) Communications d'autres organisations.

Chaque catégorie fait l'objet d'une section distincte, où la documentation est présentée dans un tableau indiquant a) l'auteur, b) la cote du document et c) un résumé des principaux points relatifs aux besoins et priorités en matière de facilitation des échanges. Pour ce qui est de la période couverte, le document porte sur toutes les communications pertinentes depuis le début des travaux engagés par l'OMC sur la facilitation des échanges après la Conférence ministérielle de Singapour.

L'essentiel de la documentation examinée ne traite pas des besoins et priorités des Membres en matière de facilitation des échanges *en soi*; il met l'accent sur des expériences particulières sous forme de mesures et de programmes de facilitation ou il propose des méthodes d'approche des futurs travaux de l'OMC sur la question. Il a donc fallu dans le présent inventaire aborder l'identification de ces besoins et priorités d'une manière un peu indirecte, en s'appuyant essentiellement sur l'information

concernant les programmes/mesures de facilitation envisagés ou exécutés, ainsi que sur ce qui a été présenté comme constituant les principaux obstacles à cette facilitation.

Bien que le document vise à regrouper toute l'information pertinente, son caractère d'inventaire nous oblige à le limiter à un aperçu des principaux points soulevés dans les communications, sans procéder à un examen approfondi de chacun des documents.

III. Sources

1) Notes sur les expériences nationales

Un total de 16 notes sur les expériences nationales ont été présentées par les délégations de onze pays: Australie (2), Canada (1), Chili (1), Corée (4), Costa Rica (1), Guatemala (1), Hong Kong, Chine (2), Maldives (1), Norvège (1), République tchèque (1) et Suisse. La plupart d'entre elles rendent compte des expériences en matière de mise en place de mesures visant à faciliter les échanges. Les références aux besoins de facilitation sont tirées essentiellement de ce que les délégations ont décrit comme constituant les principaux problèmes dans ce domaine. Les indications de priorité sont fondées sur la présentation des mesures essentielles de facilitation des échanges faite par les délégations.

Membre	Cote du document	Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges
Australie	G/C/W/233	Principales attentes: i) intervention du gouvernement par exception dans le dédouanement; ii) formalités d'information douanière maintenues au minimum nécessaire pour la gestion des risques et à des fins statistiques; iii) procédures rapides, fiables, souples, ne nécessitant pas de support papier et d'un bon rapport coût-efficacité en matière de pratiques optimales, y compris gestion des risques, vérification après transaction, régime de déclaration avant arrivée et emploi de l'informatique; iv) transparence, prévisibilité et cohérence dans les procédures mises au point et adoptées par les gouvernements en consultation avec les négociants. Orientations futures: a) restructuration de la gestion des marchandises; b) partenariats commerciaux; reconnaissance de l'importance du renforcement des capacités et de l'assistance technique.
Australie	G/C/W/263	Fourniture d'une assistance technique et renforcement des capacités pour moderniser et réformer les processus et procédures douaniers dans les pays les moins avancés tout en assurant leur conformité avec les conventions et principes de l'OMC et de l'OMD; importance d'une action visant à simplifier, harmoniser et améliorer les procédures douanières; nécessité d'une approche stratégique planifiée pour améliorer la fourniture de l'assistance technique, dans des conditions compatibles avec les conventions internationales existantes.
Canada	G/C/W/238	Demande d'un dédouanement rapide et prévisible des marchandises et mesures visant à faciliter aux services et aux voyageurs le passage des frontières nationales; nécessité de moderniser les processus de gestion des services frontaliers et des pratiques douanières; nécessité d'une réforme des procédures d'importation et d'exportation, y compris l'élimination des phases de traitement inutiles, la simplification et l'élimination de certains formulaires, la rationalisation et la fluidité du traitement des documents et l'adoption de codes internationaux. Importance de meilleurs outils d'exécution de la loi, mieux appliqués, et d'une plus grande coordination entre les différents intervenants. Exemples de mesures de facilitation des échanges: i) systèmes novateurs de dédouanement informatisé, ii) commerce électronique et interfaces électroniques, iii) programme des expéditions de faible valeur, iv) système de soutien de la mainlevée des expéditions commerciales, vi) guichet unique, vii) décisions préalables contraignantes, viii) droit d'appel; ix) approche de l'évaluation des risques.
Chili	G/C/W/239	Nécessité de moderniser et de rationaliser l'administration des douanes grâce à l'informatique; mise en place d'un système d'échange de données informatisé afin d'obtenir i) une réduction du volume des documents issus des procédures douanières, ii) l'élargissement des horaires d'ouverture au public, iii) la réduction des délais de traitement, iv) le dégagement du personnel affecté à des tâches répétitives, v) l'amélioration des services d'inspection et de contrôle, vi) la diminution du délai de stockage des marchandises en entrepôt, vii) l'interconnexion des organismes participant au commerce extérieur. Avantages attendus des progrès de la technique tels que a) amélioration de la chaîne logistique, amélioration de la transparence des opérations douanières, économies et dégagement du personnel affecté à des tâches administratives.

Membre	Cote du document	Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges
Corée	G/C/W/123	Importance de garantir des courants commerciaux efficaces grâce à l'informatisation et à la simplification des méthodes de travail. Prise de mesures visant à simplifier, harmoniser et informatiser le système de dédouanement: i) réforme du système de dédouanement des importations, notamment a) réforme du système de déclaration des importations; b) procédures d'évaluation en douane; c) contrôle des marchandises importées après leur entrée; d) système de sélection des cargaisons fondée sur l'échange électronique de données; e) introduction d'un système de livraison immédiate sur le quai; f) simplification de la liste des conditions d'admission en vue de l'importation; ii) informatisation des opérations douanières.
Corée	G/C/W/134*	Mesures relatives à la facilitation du mouvement des marchandises, telles que i) transport sous douane; ii) surveillance et contrôle des cargaisons, qui impliquent la prévention et la détection des infractions douanières; iii) contrôles effectués après l'entrée des marchandises importées, par des mesures telles que vérification des contrats, factures, livres comptables, fichiers et tous autres documents relatifs à la transaction dans les bureaux de l'importateur.
Corée	G/C/W/146	Importance d'une réforme de l'administration et des procédures douanières afin i) d'attirer l'investissement étranger direct, ii) d'accroître la compétitivité des entreprises nationales, d'atteindre dans l'administration des douanes un degré de transparence et de rationalité compatible avec les normes internationales. Mesures prises: a) institution du système des zones sous douane générales; b) institution d'un système de mise en libre pratique immédiate; c) mise en place d'un système électronique de dédouanement des importations; d) prolongation de la durée d'entreposage pour les marchandises en transit.
Corée	G/C/W/212*	Simplification des procédures de dédouanement et harmonisation des normes internationales en tant que moyen essentiel de faciliter les courants d'échanges. Mesures prises pour faciliter le commerce: i) mise en place d'un système électronique de dédouanement des importations en vue de simplifier les procédures de dédouanement et d'accélérer les flux logistiques; ii) élargissement du système de livraison immédiate sur le quai.
Costa Rica	G/C/W/265	Nécessité de réformer et de moderniser les douanes. Adoption de réformes par la prise de mesures dans les domaines suivants: a) restructuration de l'organisation; b) contrôle et automatisation; c) formalités douanières; d) législation. Mise en œuvre de mesures telles que i) techniques d'évaluation des risques et de contrôle; ii) procédure préalable à l'arrivée ou dédouanement anticipé des marchandises; iii) dédouanement industriel et commercial à domicile; iv) automatisation des procédures de dédouanement; v) création d'une Commission des usagers; et vi) d'une Commission nationale de déréglementation; vii) guichet unique du commerce extérieur; viii) amélioration de la transparence et de la prévisibilité; ix) établissement d'un manuel de l'investisseur.
Guatemala	G/C/W/248	Importance de la simplification et de l'harmonisation des procédures gouvernant le commerce international en vue de faciliter les échanges et d'atténuer les obstacles à ces échanges. Création de la Surintendance de l'administration fiscale en tant qu'une des mesures internes les plus importantes pour moderniser et rendre compatibles les procédures d'échanges commerciaux. Objectifs du nouveau modèle douanier axé sur la facilitation des échanges commerciaux: i) actualisation et normalisation des règles douanières; ii) établissement de procédures souples, sûres et automatisées au service du commerce extérieur; iii) implantation d'un système de calcul électronique capable de traiter une information pertinente, fiable et automatisée sur les procédures douanières; iv) construction et remaniement d'une infrastructure douanière correspondant aux processus nouveaux; v) établissement et coordination avec d'autres pays et avec les organismes internationaux de mécanismes d'assistance technique pour la transmission d'informations et la formation professionnelle.

Membre	Cote du document	Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges
Hong Kong, Chine	G/C/W/125	Mesures de facilitation des échanges adoptées: i) engagements en matière de résultats et création de groupes de liaison avec les clients afin d'améliorer la qualité des services offerts aux négociants; ii) simplification des procédures et prescriptions en matière de licences; iii) introduction d'un système interactif de réponse vocale et création d'une page d'accueil pour que le public puisse accéder à l'information, afin d'améliorer la transparence des procédures de licence; iv) amélioration de la transparence des procédures et prescriptions en matière de licence; v) mise en place d'un service EDI pour les documents commerciaux administratifs, afin de promouvoir le commerce électronique.
Hong Kong, Chine	G/C/W/231	Mesures mises en œuvre pour faciliter le commerce: i) amélioration de la qualité des services offerts aux négociants; ii) amélioration de la transparence des procédures et des prescriptions en matière de licences et de régimes douaniers; iii) simplification des procédures et prescriptions en matière de licences; iv) libéralisation du commerce; v) mise en place d'un service EDI pour les documents commerciaux administratifs; vi) franchissement de frontière plus rapide; vii) dédouanement avant l'arrivée pour accélérer les formalités douanières; viii) coopération avec d'autres administrations douanières.
Maldives	G/C/W/232*	Mesures prises par l'administration des douanes pour simplifier les formalités douanières en modernisant le système: i) mise en place d'un service d'échange de données informatisé, de présentation directe de données par les négociants et d'un réseau de communication à grande distance, ce qui permet de mieux utiliser les ressources humaines, de renforcer les procédures douanières, de faciliter et d'accélérer le dédouanement, de faciliter les formalités des clients et de produire en temps utile des statistiques douanières à jour; ii) application de la nomenclature tarifaire du SH; iii) ouverture du site Web de l'administration des douanes, qui permet aux clients de se renseigner sur les réglementations du commerce extérieur et sur le service des douanes.
Norvège	G/C/W/221 et Add.1	Importance d'une simplification des procédures d'importation et d'exportation et d'autres procédures douanières connexes pour abaisser les coûts et améliorer les avantages du commerce pour les autorités nationales, les négociants et l'ensemble de la société. Mise en place de mesures de facilitation dans les domaines des formalités douanières électroniques et d'un système informatisé de transit: i) mise en place d'un système de dédouanement électronique, aboutissant à la suppression du papier pour les formalités de transit des marchandises et à la communication électronique, ii) système de transit informatisé. Nécessité de moderniser les procédures de transit par l'informatique pour rendre l'échange d'information plus sûr et l'information plus fiable. Établissement et suivi de mesures de sécurité d'une importance vitale pour instaurer et conserver un système fiable et sûr de gestion du transit.
République tchèque	G/C/W/247	Nécessité d'établir un système douanier moderne et efficace, d'assurer la formation professionnelle, d'instaurer de bonnes communications entre les services des douanes, de moderniser et d'informatiser les formalités douanières et de créer des conditions propices au développement. Objectif consistant à donner plus d'efficacité aux douanes en leur permettant d'exécuter leurs tâches de façon plus rapide, plus fiable et moins coûteuse. Mesures prises: i) numérisation de la communication de données; ii) nouveau système de transit douanier; iii) procédures simplifiées; iv) dédouanement électronique.

Membre	Cote du document	Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges
Suisse	G/C/W/234	Nécessité de réaliser une cohérence entre la simplification des procédures douanières et le cadre administratif interne; mesures prises pour atteindre cet objectif: i) mise en place d'un nouveau système informatisé de transit; ii) zone de transit commun; iii) accélération des procédures; iv) meilleure coordination des procédures; v) législation plus libérale et plus transparente; vi) orientation "client". Importance des éléments suivants: a) transparence, b) nécessité d'accroître la coordination entre les services des douanes et les administrations au sens large, c) recours aux normes internationales ou, à défaut, reconnaissance de l'équivalence des normes nationales, d) harmonisation des prescriptions techniques, reconnaissance des essais et des évaluations de la conformité des produits, e) reconnaissance mutuelle des documents et des données qu'ils contiennent, combinée au progrès du traitement électronique des données.

Note: Les documents marqués d'un * correspondent à des communications traitant des programmes de facilitation des échanges et des expériences connexes mais qui ne sont pas explicitement désignés "notes sur les expériences".

2) Autres communications pertinentes des Membres

Les communications énumérées dans cette catégorie contiennent principalement des propositions de travaux futurs. Comme dans la section précédente, les références aux besoins de facilitation des échanges sont fondées essentiellement sur ce que les Membres présentent comme constituant les grands problèmes de facilitation. L'indication des priorités découle des mesures de facilitation proposées.

Membre	Cote du document	Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges
Australie	G/C/W/152	Importance des déclarations électroniques dans la facilitation des échanges; nécessité de réduire ou de supprimer la documentation sur papier pour l'administration des douanes et les autres administrations du commerce transfrontières ainsi que d'autres documents pour le commerce international; importance de la suppression des exigences inutiles ou inefficaces des administrations publiques en matière de données; nécessité de systèmes rapides, fiables, souples, harmonisés, rentables et en grande partie exempts de papier; nécessité de relever le niveau d'utilisation de l'informatique pour communiquer avec les organismes de réglementation; nécessité d'envisager l'ensemble du processus de la transaction commerciale depuis le stade de la cotation jusqu'à celui du paiement, en y incluant à la fois les formalités officielles et les pratiques commerciales.
Canada	G/C/W/126	Suggestions concernant l'élaboration de mesures spécifiques de facilitation des échanges: i) mise en libre pratique rapide des marchandises; ii) application des principes de l'évaluation des risques pour les inspections à la frontière et les procédures de vérification postérieures à l'admission; iii) coordination des organismes à la frontière; iv) harmonisation des documents d'importation et des données pour la mise en libre pratique des marchandises, à l'aide des normes internationales existantes le cas échéant; v) simplification et rationalisation des règles et procédures de dédouanement pour les échantillons commerciaux et les marchandises destinées à des expositions; vi) dédouanement des envois express; vii) simplification des procédures applicables aux expéditions de faible valeur; viii) recours aux systèmes compatibles d'échange de données informatisé (EDI); ix) recours aux décisions anticipées; x) accès à un processus administratif impartial d'appel; xi) rendre facilement accessibles à la communauté commerçante internationale les lois, réglementations, pratiques et directives administratives nationales.

Membre	Cote du document	Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges
Communautés européennes	G/C/W/85	Le processus de transaction commerciale internationale doit être aussi simple que celui qui régit les ventes intérieures. Les exportateurs doivent pouvoir compter sur des procédures rigoureuses mais simples et transparentes pour leurs transactions. Il convient de réduire les formalités onéreuses. Il convient de revoir et d'adapter périodiquement les procédures douanières pour tenir compte de l'évolution des courants commerciaux et de la mise en place de l'informatique. Il convient en particulier de travailler dans les domaines suivants: i) alignement des procédures douanières; ii) modernisation des procédures douanières qui doivent devenir plus transparentes; iii) normalisation des renseignements et recours aux transmissions électroniques.
Communautés européennes	G/C/W/122	Mesures suggérées concernant les formalités de documentation et d'information à l'importation et à l'exportation: i) prévention des obstacles procéduraux non nécessaires; ii) adoption de normes internationales; iii) réduction et harmonisation des ensembles de données et des messages; iv) adoption d'une présentation harmonisée des documents; v) guichet unique de réception des informations; vi) transaction intégrée transparente. Mesures suggérées concernant les formalités douanières et le passage des frontières: i) introduction du dédouanement automatisé; ii) traitement avant l'arrivée des marchandises, contrôle et audit après dédouanement; iii) mise en place d'un système de "négociants agréés"; iv) dédouanement en un seul point; v) formalités à distance et procédures de dédouanement simplifiées; vi) délai pour le dédouanement ordinaire; vii) coopération entre les administrations du commerce et des douanes et les autres administrations; viii) recours judiciaire ou administratif; ix) amélioration de la transparence; x) traitement des questions de corruption et d'intégrité.
Communautés européennes	G/C/W/133	Dans le domaine du transport et du transit, proposition visant à réduire les prescriptions excessives et non harmonisées en matière de documentation et de données pour l'importation et l'exportation et à promouvoir leur présentation électronique, à minimiser les prescriptions en matière de données, à adopter des méthodes douanières modernes, à organiser le dédouanement préalable des marchandises, le contrôle et la vérification après dédouanement, la transparence et la prévention des modifications soudaines de la documentation et des autres formalités, ainsi que la convergence progressive des contrôles officiels concernant le mouvement international des marchandises. Nécessité de s'attaquer au problème de l'absence d'un régime uniforme et harmonisé de transport intermodal des marchandises. En ce qui concerne les paiements, l'assurance et les autres questions financières ayant une incidence sur le commerce transfrontières de marchandises, suggestion visant i) les systèmes de paiement électronique, ii) les retards dans les règlements bancaires, iii) les défauts de paiement et la solvabilité, et iv) les retards de paiement dans les transactions commerciales.
Communautés européennes	G/C/W/138	Nécessité d'automatiser l'administration commerciale. Mesures proposées: i) acceptation par les douanes des documents et données électroniques, traitement des informations et mainlevée des marchandises par voie électronique; ii) informatisation précédée d'un travail de réduction, de simplification et d'harmonisation des exigences en matière de données et de documentation, dans un ensemble de méthodes modernes telles que le traitement avant l'arrivée des marchandises, l'évaluation des risques, le règlement des droits après la mainlevée des marchandises et le dépôt à distance des déclarations; iii) améliorations systématiques des pratiques et de l'administration douanières; iv) utilisation de l'EDI par d'autres organismes; v) utilisation des normes internationales; vi) coopération entre les secteurs public et privé; vii) renforcement des capacités.

Membre	Cote du document	Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges
Communautés européennes	WT/GC/W/190	Élaboration dans le cadre de l'OMC d'un ensemble d'engagements visant à simplifier et harmoniser les procédures commerciales, notamment dans les domaines suivants: i) harmonisation et simplification des documents et des données relatives au commerce et au transport en s'inspirant des normes internationales et en se fondant sur des renseignements commerciaux; ii) mise en place progressive de techniques douanières modernes destinées à renforcer la conformité et le contrôle tout en accélérant la mise en circulation des marchandises autorisées; iii) mise en place progressive de l'automatisation et de l'échange des données informatisé au niveau des bureaux des douanes et d'autres entités, en vue de remplacer les formalités d'exportation et d'importation sur papier; iv) élaboration de mesures visant à faciliter la convergence des contrôles officiels dont font l'objet les marchandises qui passent la frontière; v) renforcement des capacités pour consolider l'infrastructure humaine et matérielle et améliorer la gestion des importations et des exportations; vi) envisager la possibilité de prévoir des dispositions visant à garantir que les transactions bancaires et les paiements se déroulent sans heurt.
Corée	G/C/W/150	Nécessité d'institutionnaliser le guichet d'information unique pour les renseignements concernant le commerce et l'importation. Suggestion visant l'automatisation et la modernisation de l'administration douanière en i) mettant en place un système permettant au secteur privé d'utiliser les moyens électroniques d'échange de données conçus pour la gestion intégrée des documents et des données, en vue de supprimer les temps morts dans les transactions commerciales; ii) établissant l'acceptation par les douanes des documents et données électroniques, ainsi que leur traitement et la mise en libre pratique des marchandises par des moyens électroniques; iii) utilisant des normes et des codes ouverts, compatibles et reconnus internationalement, comme base pour l'harmonisation et la simplification des données et de la documentation requises; iv) intensifiant la coopération internationale et l'assistance technique en faveur des pays en développement pour les aider à construire une infrastructure et à acquérir le savoir-faire nécessaire pour automatiser et moderniser les douanes et l'administration des exportations/importations. Importance d'une amélioration de la transparence dans le domaine des lois et réglementations et des directives administratives régissant le commerce international.
Costa Rica	G/C/W/240	Objectifs sur la base desquels pourraient être définies des mesures précises en vue de faciliter les échanges: i) efficacité, simplification et facilitation des procédures commerciales; ii) harmonisation et cohérence en matière de règles et de formalités; iii) transparence et prévisibilité concernant les formalités et procédures commerciales; iv) intégrité; v) coopération; vi) systèmes de contrôle douanier modernes et souples fondés sur les techniques d'évaluation du risque; vii) modernisation des services douaniers nationaux et des services de formation technique du personnel; viii) coopération douanière et assistance technique; ix) élaboration de critères préalable par les autorités douanières.
États-Unis	WT/GC/W/254	Nécessité de renforcer et d'élargir les droits et obligations existants et de simplifier et rationaliser les conditions de facilitation des échanges: i) en précisant et en rendant plus transparentes les prescriptions procédurales applicables au commerce dans le cadre des accords visés; ii) en améliorant l'efficacité, y compris par la mise en circulation rapide des marchandises déposées auprès d'administrations publiques comme les administrations des douanes; nécessité de disposer d'un environnement propice à des transactions commerciales transparentes et efficaces.
Japon	G/C/W/151	Nécessité de rationaliser l'ensemble des procédures d'importation, depuis l'arrivée des marchandises à la frontière jusqu'à leur réception par le destinataire. Il est indispensable d'appliquer le traitement électronique et l'échange de données informatisé pour permettre un meilleur fonctionnement et une plus grande rapidité des procédures commerciales. Il importe d'assurer la transparence dans les procédures commerciales et de réduire le nombre de bureaux avec lesquels les exportateurs et les importateurs doivent traiter en créant un organisme unique chargé d'assurer toute la procédure commerciale et, chose plus importante encore, de simplifier les procédures grâce au traitement électronique. Importance de la coopération technique. Proposition visant à constituer une base de données relative aux diverses prescriptions de procédure afin d'accroître la transparence.

Membre	Cote du document	Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges
Japon	G/C/W/236	Importance des éléments suivants: i) accroître la transparence et la prévisibilité des procédures; ii) réduire les prescriptions excessives en matière de documentation; iii) réduire les examens physiques; iv) mise en place de systèmes EDI; v) traiter les problèmes liés à l'évaluation en douane; vi) faciliter les formalités douanières autres que les procédures de dédouanement, telles que les procédures pour l'exemption ou la réduction des taxes à l'importation et leur remboursement. Exemples de mesures possibles mentionnées à cet égard: annonce publique claire et publication des lois, réglementations et procédures, établir des règles administratives détaillées régissant chaque opération, simplifier et harmoniser les règles compatibles avec les normes internationales, établir un système de décision préalable pour la classification, annonce publique en temps voulu des modifications apportées aux réglementations, partage de l'information entre les divers services de l'administration des douanes, augmenter la communication entre les services concernés, diminuer et simplifier la documentation, adopter des techniques de gestion des risques, mettre en place des systèmes de dédouanement automatisé pour aboutir à des procédures commerciales intégrées et sans support papier.
Japon	WT/GC/W/257	Nécessité de mettre en œuvre les accords existants de l'OMC. Nécessité de faciliter toute la procédure depuis l'arrivée des marchandises à la frontière jusqu'à leur mise en libre circulation sur le marché intérieur; automatisation préalable des procédures et EDI par les mesures suivantes: i) mesures de simplification telles que l'automatisation et l'introduction de l'EDI ainsi que l'harmonisation des modèles requis; ii) dédouanement approprié et rapide effectué par un guichet unique et fonctionnel; iii) établissement d'un cadre nécessaire à la coopération technique. Importance du développement des ressources humaines. Nécessité d'améliorer la transparence.
Paraguay	G/C/W/237	Nécessité de traiter les problèmes des pays sans littoral, en allant au-delà des questions de transport et de transit pour s'occuper aussi de questions comme le financement des infrastructures, le coût des moyens d'acheminement des marchandises, l'inclusion des pays sans littoral dans la mondialisation. Nécessité d'améliorer notablement l'infrastructure routière, de la navigation intérieure et des communications et nécessité de règles de financement plus souples, de formalités administratives plus simples et application de règles gouvernant l'utilisation de tous les modes de transport, nécessité de doter les pays sans littoral d'installations et services permettant de compenser leur désavantage et de les placer sur un pied d'égalité.
Suisse	G/C/W/92	Aspects de la facilitation des échanges appelant la prise de mesures: i) traitement avant l'arrivée, par exemple, traitement électronique ou mécanisme "arrêt unique"; ii) lutte contre les irrégularités telles que la corruption et la négligence des autorités douanières; iii) facilitation des mesures de lutte contre la fraude grâce à l'amélioration du traitement avant l'arrivée; iv) harmonisation des procédures douanières et création de procédures d'évaluation et de gestion des risques; v) renseignements normalisés et transmissions électroniques.
Suisse	G/C/W/137	Techniques qui pourraient permettre de faciliter les échanges: i) libéralisation progressive; ii) simplification des documents, des formalités et des règlements gouvernant l'importation et l'exportation de marchandises, portant non seulement sur les aspects douaniers mais aussi sur les modalités de transport, d'assurance et de paiement liées à ces transactions; iii) harmonisation; iv) reconnaissance mutuelle; v) meilleure coopération grâce à l'échange d'information et au principe du "guichet unique". Promouvoir l'utilisation des moyens électroniques.
Suisse	WT/GC/W/264	Nécessité de simplifier et d'harmoniser les procédures et règlements douaniers appliqués à l'importation et à l'exportation ainsi que dans les domaines du transport, de l'assurance et des modalités de paiement liées aux transactions commerciales, afin de rendre ces transactions plus efficaces et moins coûteuses; nécessité de faciliter les transactions commerciales internationales.

3) Rapports du Symposium de 1998 sur la facilitation des échanges et de l'Atelier de 2001 sur l'assistance technique et le renforcement des capacités, et documents connexes

A) Symposium de 1998 sur la facilitation des échanges

Trois documents de l'OMC traitent du Symposium de 1998: i) une liste de questions soulevées au cours du symposium (G/C/W/113), ii) le rapport du symposium (G/C/W/115) et iii) la déclaration du Président du CCM au titre du point 1 (G/L/226). On trouvera dans la section qui va suivre un essai de récapitulation des principales questions concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges qui ont été soulevées au cours du symposium, en fonction de ce qui a été identifié par les différents intervenants en tant que problèmes essentiels dans le domaine de la facilitation des échanges et proposé comme moyen de les surmonter. Cette récapitulation suit la structure du symposium, où les exposés ont été répartis en quatre groupes.

Groupe 1 – Mouvement matériel des expéditions (transport et transit): Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges	
Problèmes: Les intervenants ont déclaré que bon nombre des problèmes que rencontraient les opérateurs de transport concernaient directement les formalités de passage des frontières. Un autre problème touchait à l'absence, pour tous les modes de transport, de règles internationales uniformes concernant la documentation, les règlements techniques et les prescriptions en matière de déclaration et de visa.	
Les intervenants ont suggéré que les gouvernements envisagent les mesures ci-après:	
-	harmoniser les prescriptions en matière de renseignements pour le mouvement des marchandises, ce qui permettrait ultérieurement d'envisager les procédures en vertu desquelles les formalités d'autorisation d'entrée et de sortie pourraient être accomplies au moyen d'une déclaration unique;
-	mettre en œuvre les accords internationaux existants pour chaque mode de transport et poursuivre les travaux en vue de l'établissement d'un code multilatéral du transport multimodal;
-	adopter le Protocole IV de Montréal afin de faciliter le transport aérien;
-	élaborer des réglementations et des prescriptions communes en matière de déclaration pour l'entrée des navires dans les ports et leur sortie, sur la base des critères communs établis par la Convention de l'OMI visant à faciliter le trafic maritime international;
-	harmoniser les législations nationales relatives aux mouvements des équipages et des passagers dans le secteur du transport maritime;
-	harmoniser les prescriptions techniques applicables aux véhicules sur la base des travaux existants dans ce secteur;
-	harmoniser les prélèvements fiscaux, les restrictions et les interdictions de trafic, ainsi que les prescriptions en matière de visa pour les chauffeurs dans le secteur des transports routiers;
-	adopter les règles internationales existantes et harmoniser les diverses règles nationales pour le transport des marchandises dangereuses;
-	améliorer les conditions d'accès aux marchés pour les entreprises de transport étrangères.

**Groupe 2 - Procédures et prescriptions concernant l'importation et l'exportation, y compris les problèmes de passage en douane et de passage de frontières:
Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges**

Problèmes: Les intervenants ont défini des problèmes dans cinq domaines:

i) Prescriptions en matière de documentation:

Les intervenants ont signalé qu'il existe une infinité de prescriptions en matière de documentation et de réglementations officielles applicables à l'importation et à l'exportation des marchandises. Environ 60 documents sont utilisés en moyenne dans une transaction commerciale internationale. Bien que ces documents aient des finalités différentes, environ 80 pour cent des renseignements qu'ils contiennent sont identiques. Souvent, les prescriptions en matière de documentation sont mal définies, et les négociants ne sont pas correctement informés sur la manière de les respecter, ce qui accroît les risques d'erreur. Le manque de transparence dans les formalités qui en résulte crée des conditions favorables aux irrégularités et à la négligence. Dans certains pays, les prescriptions non harmonisées et excessives en matière de documentation multiplient le travail administratif par quatre et, dans de nombreuses régions, le temps perdu à attendre la mainlevée à la frontière représente jusqu'à 20 pour cent de la durée de transport totale et jusqu'à 25 pour cent du total des frais de transport. Par ailleurs, on peut se demander si le grand nombre de prescriptions en matière de renseignements permet effectivement de limiter les pratiques déloyales.

Les intervenants ont suggéré que les gouvernements envisagent les mesures ci-après:

- réduire les prescriptions en matière de documentation applicables à l'importation et à l'exportation. Il conviendrait de déterminer, dans le cadre d'un examen interne minutieux, quels renseignements sont réellement nécessaires aux autorités douanières et lesquels d'entre eux pourraient être obtenus par d'autres méthodes, par exemple par l'acceptation de documents ou de renseignements commerciaux fournis aux fins de l'exportation;
- rationaliser et harmoniser le mode de présentation, le contenu et le nombre des documents requis conformément à la Formule-cadre des Nations Unies pour les documents commerciaux et à d'autres normes de l'ONU, y compris l'EDIFACT/ONU;
- augmenter les possibilités de communication des données par voie électronique;
- dissocier la présentation des documents du passage de la frontière et faire davantage appel aux audits après dédouanement;
- publier toutes les prescriptions officielles et établir des centres d'information (aux frontières) auprès desquels les négociants pourraient obtenir des renseignements autorisés sur ces prescriptions, ainsi que tous les documents officiels nécessaires;
- examiner les réglementations qui imposent l'envoi de nombreux échantillons pour l'enregistrement des produits et peuvent avoir des effets de restriction des échanges lorsqu'elles sont appliquées à des expéditions de grande valeur et faible volume;
- examiner les prescriptions en matière d'étiquetage qui obligent souvent les importateurs à prendre des mesures inappropriées et déraisonnables;
- utiliser un document administratif unique pour tous les régimes d'importation et d'exportation;
- s'efforcer d'accroître la concordance des documents à l'importation et à l'exportation en harmonisant les prescriptions en matière de renseignements. Des jeux de documents communs aux pays importateurs et exportateurs faciliteraient les procédures en vertu desquelles les formalités d'autorisation d'entrée et de sortie pourraient être accomplies au moyen d'une déclaration unique, ce qui permettrait de regrouper les contrôles à la frontière en un seul point. Cela renforcerait également le contrôle douanier en contribuant à éviter une sous-évaluation de la part des négociants;
- utiliser les normes internationales pour l'échange de renseignements (définitions-types des éléments d'information individuels, messages types ou codes types);
- harmoniser les prescriptions en matière d'importation, de transport et de transit qui sont applicables aux marchandises dangereuses, ainsi que les prescriptions phytosanitaires et vétérinaires, lorsqu'il subsiste un grand nombre de prescriptions nationales en plus des normes internationales;

Groupe 2 - Procédures et prescriptions concernant l'importation et l'exportation, y compris les problèmes de passage en douane et de passage de frontières: Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges	
-	normaliser davantage le libellé des étiquettes obligatoires. Les gouvernements devraient déterminer si l'apposition d'étiquettes secondaires dans la langue du pays importateur est suffisante pour répondre aux inquiétudes mises en évidence par les réglementations en matière d'étiquetage.
ii)	<p>Procédures officielles:</p> <p>Les intervenants ont estimé qu'avec les prescriptions en matière de documentation, les procédures officielles dépassées sont responsables des retards dont pâtissent les échanges internationaux. Ils ont signalé que pour les expéditions à faible risque, les contrôles fondés sur les transactions non seulement ralentissent le dédouanement mais entraînent une utilisation non optimale des ressources des douanes, dont il vaut mieux concentrer l'utilisation sur les expéditions à haut risque. L'évaluation des risques et les contrôles fondés sur des audits contribuent à faciliter les échanges, permettent une application plus efficace des réglementations et améliorent la perception des droits par les douanes, et sont donc avantageux sur tous les plans.</p>
Les intervenants ont suggéré que les gouvernements envisagent les mesures ci-après:	
-	faire procéder à tous les contrôles officiels en un lieu unique par le service des douanes, désigné comme seul organisme responsable;
-	simplifier les procédures afin que les contrôles non nécessaires soient évités et que d'autres organismes réglementaires publics ne procèdent pas à des contrôles déjà effectués;
-	recourir davantage aux systèmes de communication pour établir une évaluation et une mesure des risques plus efficaces, de sorte que les nombreuses expéditions à faible risque puissent franchir la frontière avec une intervention réduite au minimum et que l'utilisation des ressources des douanes soit concentrée sur les expéditions à haut risque;
-	passer des procédures de contrôle fondées sur des transactions aux contrôles fondés sur des audits, de façon à supprimer toute intervention pendant le mouvement des marchandises;
-	introduire des mesures facilitant le traitement avant l'arrivée et le dédouanement accéléré à l'arrivée;
-	effectuer les procédures officielles dans les locaux des négociants et non dans les ports;
-	délivrer des "autorisations" aux négociants qui respectent les prescriptions pour leur permettre de bénéficier de la procédure accélérée du "circuit vert" qui réduit les formalités à un minimum;
-	prévoir des moyens de paiement souples des droits, y compris le paiement anticipé et des mesures de remboursement;
-	accepter des garanties de paiement telles que les cautions au lieu des dépôts;
-	introduire des systèmes efficaces pour la perception des taxes et des droits après la mise en circulation;
-	permettre aux négociants dignes de confiance de procéder eux-mêmes à l'évaluation des droits;
-	abolir les procédures d'enregistrement préalables pour les étiquettes ou, au moins, établir un centre unique pour traiter les demandes d'enregistrement;
-	normaliser les procédures et les opérations simplifiées qui rendent les formalités plus transparentes et permettent aux négociants de se faire une idée exacte du temps et des coûts liés au passage des frontières;
-	établir une liaison efficace entre les administrations des douanes aux points de passage des frontières.

Groupe 2 - Procédures et prescriptions concernant l'importation et l'exportation, y compris les problèmes de passage en douane et de passage de frontières: Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges	
iii)	<p>Automatisation et utilisation des technologies de l'information:</p> <p>Les retards, les coûts et le manque d'efficacité sont considérés comme étant principalement dus à l'absence de procédure automatisée et de technologie de l'information ou à leur utilisation insuffisante, étant donné que les documents sur papier doivent habituellement être présentés lors du passage de la frontière et que les renseignements fournis sont vérifiés à ce moment-là. Les intervenants ont noté que l'expérience des administrations des douanes qui font davantage appel à l'informatique montre que le temps nécessaire pour passer la frontière peut être réduit considérablement tandis que les procédures de contrôle et de perception des recettes sont améliorées.</p>
Les intervenants ont suggéré que les gouvernements envisagent les mesures ci-après:	
-	autoriser ou encourager la communication des données par voie électronique, ce qui permettrait d'accélérer la présentation et le traitement des déclarations et de dissocier le lieu de la présentation et la frontière ou le port d'arrivée. De cette manière, les erreurs pourraient être corrigées avant que les marchandises arrivent à la frontière et les retards pourraient être réduits;
-	utiliser les systèmes de communication pour procéder à une évaluation des risques plus efficace, de sorte qu'un plus grand nombre de marchandises passent la frontière avec une intervention réduite au minimum;
-	adopter des systèmes électroniques qui facilitent le paiement des taxes et des droits après la mise en circulation;
-	mettre en place un système de transmission électronique des données entre les administrations exportatrice et importatrice.
iv)	<p>Transparence, prévisibilité et cohérence</p> <p>Le manque de transparence et de prévisibilité a été décrit comme étant à l'origine de bien des incertitudes concernant les coûts et le temps que les transactions commerciales internationales impliquent. S'ils ne disposent pas de renseignements prévisibles sur ces coûts et ce temps, les négociants peuvent difficilement prendre des décisions commerciales en toute connaissance de cause. Comme le manque de transparence et de prévisibilité des prescriptions et procédures laisse une grande marge de manœuvre aux fonctionnaires, il constitue également une source importante d'irrégularités et de corruption.</p>
Les intervenants ont suggéré que les gouvernements envisagent les mesures ci-après:	
-	publier toutes les lois, réglementations et décisions administratives;
-	rendre les législations, les procédures et les prescriptions en matière de documentation aussi transparentes que possible, et définir le plus précisément possible la portée des renseignements à fournir aux autorités. Cela permettrait d'éviter les malentendus, les retards, les coûts additionnels, les heures supplémentaires effectuées par les fonctionnaires, et limiterait les pouvoirs discrétionnaires de ces derniers;
-	rendre l'application des lois, réglementations, directives administratives et procédures douanières plus uniforme;
-	spécifier et publier toutes les redevances et impositions perçues afin de permettre aux négociants d'évaluer plus précisément les coûts induits par le processus de commerce. Du fait du manque de transparence dans ce secteur, les risques d'irrégularités dans les procédures sont particulièrement importants;
-	appliquer les lois, réglementations et prescriptions <u>uniquement après</u> leur publication;
-	mettre en œuvre les principes de la Déclaration d'Arusha concernant l'éthique douanière;
-	réévaluer les sanctions en cas d'erreurs involontaires qui résultent de malentendus causés par une transparence inappropriée;

Groupe 2 - Procédures et prescriptions concernant l'importation et l'exportation, y compris les problèmes de passage en douane et de passage de frontières: Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges	
-	harmoniser les droits de douane nationaux au-delà du niveau à six chiffres du Système harmonisé;
-	établir une base de données concernant les formalités douanières spécifiques de tous les Membres de l'OMC.
v)	<p><i>Modernisation des administrations chargées du passage des frontières</i></p> <p>Les intervenants ont noté que bien souvent, les services des douanes et les autres organismes publics ayant des activités commerciales ne sont pas structurés efficacement sur le plan interne. Habituellement, les problèmes tiennent aux lacunes de l'infrastructure matérielle, de la formation et de l'information, à l'insuffisance de la rémunération du personnel, et au manque de coopération entre les administrations des douanes, ainsi qu'entre les douanes et les milieux commerciaux.</p>
Les intervenants ont suggéré que les gouvernements envisagent les mesures ci-après:	
-	améliorer le degré d'information des fonctionnaires, en particulier au sujet des règles qu'ils administrent;
-	augmenter la proportion de professionnels par rapport aux autres catégories de personnel;
-	étendre les heures d'ouverture des bureaux des autorités chargées du passage des frontières en fonction des besoins commerciaux;
-	installer les organismes qui doivent coopérer dans l'exercice de leurs fonctions dans un même bâtiment. Ces organismes devraient effectuer les contrôles officiels sur un seul site;
-	renforcer les mécanismes de coopération entre les négociants (représentés par exemple par les chambres de commerce) et les douanes. Une relation fondée sur la confiance améliorera le respect et permettra aux douanes de consacrer l'essentiel de leurs ressources au contrôle des expéditions à haut risque;
-	obtenir un financement des institutions financières internationales et du secteur privé pour remédier aux problèmes d'infrastructure;
-	réglementer les normes professionnelles applicables aux courtiers et aux entrepôts en douane;
-	renforcer la coopération entre les administrations douanières, qui devraient échanger des renseignements, procéder à des contrôles communs à la frontière, et regrouper en un seul point les contrôles de l'immigration et des douanes à la frontière.

Groupe 3 - Paiements, assurance et autres conditions financières qui ont une incidence sur le mouvement transfrontières de marchandises dans le commerce international: Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges

Problèmes: En ce qui concerne les paiements et les conditions financières, un grand nombre de problèmes liés aux pratiques commerciales des banques, des sociétés d'assurance, etc., ont été mentionnés. Les arrangements inefficaces en matière de paiements et de crédits demeurent le principal obstacle aux échanges et entraînent souvent des retards importants pour ce qui est du paiement des marchandises. Les protocoles internationaux en matière de messagerie ne sont, dans bien des cas, pas mis en œuvre, notamment parce que des règles gouvernementales trop rigides imposent des méthodes de paiement spécifiques qui ne rendent pas cette mise en œuvre possible. Les méthodes d'évaluation des crédits à l'exportation sont souvent dépassées. En outre, il n'existe pas de méthode convenue au niveau international qui garantisse la validité juridique et la sécurité des paiements par voie électronique qui n'émanent pas d'une banque ou ne sont pas destinés à une banque.

Les intervenants ont suggéré que les gouvernements envisagent les mesures ci-après:

- établir des règles recommandant des méthodes de paiement et un traitement des transactions par les banques plus rapides;
- établir des règles prévoyant une plus grande flexibilité en ce qui concerne les méthodes de paiement lorsque des mesures de contrôle des changes subsistent;
- convenir d'une méthode internationale unique pour garantir la validité juridique et la sécurité des paiements par voie électronique, éventuellement sur la base du modèle BOLERO.

Groupe 4 - Les moyens électroniques et leur importance pour la facilitation du commerce international: Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges

Problèmes: Les intervenants ont dit qu'il était nécessaire de régler les problèmes d'ordre juridique liés au commerce électronique dans un cadre multilatéral. Ils ont souligné qu'il était important de promouvoir l'EDI à l'échelle nationale et d'utiliser l'EDIFACT/ONU comme norme commune pour l'EDI.

Les intervenants ont suggéré que les gouvernements envisagent les mesures ci-après:

- contribuer aux travaux menés dans le cadre de l'EDIFACT/ONU en vue de l'élaboration d'une norme plus ouverte et facile à utiliser qui favoriserait l'emploi de l'EDI au lieu d'Internet pour les transactions commerciales;
- mettre en œuvre des règles de cryptographie, par exemple les lignes directrices régissant la politique de cryptographie établies par l'OCDE en 1997;
- faire en sorte que les autorités réglementaires utilisent davantage l'EDI entre elles et dans leurs relations avec les entreprises privées;
- chercher des solutions multilatérales aux problèmes concernant les paiements et les obligations fiscales et aux questions d'ordre juridique et social que soulève le commerce électronique.

B) Atelier de 2001 sur l'assistance technique et la création de capacités dans le domaine de la facilitation du commerce

L'Atelier avait pour but de fournir l'occasion d'un échange de vues entre toutes les parties intéressées sur le rôle de l'assistance technique et du renforcement des capacités dans la facilitation des échanges. Les Membres ont eu la possibilité de partager les leçons de leur expérience, de faire le bilan des programmes d'assistance passés et présents et d'évaluer la compétence des différents fournisseurs d'assistance technique. On trouvera le recueil des exposés et le compte rendu des délibérations dans le document G/C/W/297. L'indication des besoins et priorités en matière de facilitation des échanges a été tirée de ce qui a été décrit comme indispensable au progrès de la facilitation et de l'aide connexe ainsi que de ce qui a été identifié comme constituant les défis futurs à relever dans ce domaine. Il convient de noter toutefois que, l'accent étant mis sur les questions d'assistance technique, beaucoup des points soulevés à propos des besoins et priorités concernent l'assistance technique et le renforcement des capacités plutôt que la facilitation des échanges en elle-même. Comme pour le Symposium de 1998, la présente section est calquée sur la structure de l'atelier, les interventions étant groupées en quatre séances.

Séance 1 – Vue d'ensemble des activités d'assistance technique menées par les organisations intergouvernementales: Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges ¹	
Les intervenants ont souligné l'importance des éléments suivants:	
-	mettre en œuvre des méthodes d'échantillonnage efficaces et appliquer les instruments et conventions internationaux de nature à simplifier et harmoniser les procédures;
-	volonté politique au plus haut niveau d'introduire des réformes et de suivre ces réformes jusqu'au bout;
-	associer toutes les parties intéressées à toutes les phases du processus de facilitation des échanges;
-	action concertée et coopération entre toutes les organisations internationales et régionales qui interviennent dans la facilitation des échanges, ainsi qu'avec les administrations nationales des douanes;
-	coordination et échange d'information entre les donateurs;
-	amélioration de la coopération entre les douanes et les fonctionnaires responsables du commerce extérieur;
-	transformer les administrations des douanes en services des douanes;
-	éliminer les procédures désuètes et uniformiser les documents;
-	optimiser les aspects institutionnels du commerce et du transport international;
-	stratégie de maîtrise des recettes fondée sur une évaluation des risques, contrôles sélectifs axés sur les produits et les entreprises les plus suspects et contrôles efficaces après dédouanement;
-	harmonisation des éléments de données;
-	création d'un guichet unique et de solutions centralisées;
-	aligner la législation et les procédures nationales sur les normes internationales;
-	établir un bon système de gestion des ressources;
-	existence d'un cadre juridique transparent;

¹ Les points identiques soulevés par les intervenants au cours des différentes séances ne seront mentionnés qu'une seule fois au moment où ils auront été traités pour la première fois.

Séance 1 – Vue d'ensemble des activités d'assistance technique menées par les organisations intergouvernementales: Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges¹	
-	réduire les droits de douane et rationaliser le tarif douanier;
-	développer les moyens de contrôle aux frontières;
-	mise en place de réformes politico-institutionnelles à long terme, sans se limiter à la durée des cycles politiques;
-	lutte contre la corruption;
-	réforme des procédures commerciales;
-	mise au point et mise en œuvre d'outils spécifiques;
-	renforcement des capacités institutionnelles des pays bénéficiaires;
-	facteur d'appropriation;
-	accorder une plus grande importance à la mise en œuvre des résultats du Cycle d'Uruguay et ne plus se contenter d'organiser des séminaires.

Séance 2 – Vue d'ensemble des activités d'assistance technique menées par les Membres donateurs: Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges	
Les intervenants ont souligné l'importance des éléments suivants:	
-	accroître la cohérence et la transparence;
-	mieux synchroniser et planifier les programmes d'assistance;
-	renforcer la confiance entre les administrations douanières;
-	emploi de l'informatique pour évaluer les risques liés à telle ou telle cargaison;
-	créer une base de données pour stocker tous les renseignements pertinents;
-	aligner les procédures douanières sur les normes internationales;
-	coopération entre les différentes administrations de l'État;
-	participation d'autres administrations de l'État et du secteur privé;
-	encourager le secteur privé à travailler directement avec les gouvernements et les donateurs au renforcement des capacités;
-	établir des liens directs entre les agents des douanes et les organismes officiels des pays donateurs et des pays bénéficiaires;
-	tout projet d'assistance technique doit être fondé sur un plan;
-	déterminer les moyens par lesquels assurer la prestation d'une assistance technique;
-	définir des priorités en matière d'assistance et tenir compte de ce que la capacité d'absorption de certains pays est limitée;
-	évaluer l'assistance technique et faire des comparaisons internationales;
-	l'assistance technique doit répondre à une demande;
-	adapter les programmes en fonction du degré de développement de chaque pays;
-	l'assistance doit être souple et adaptée aux besoins particuliers du pays bénéficiaire;

**Séance 2 – Vue d'ensemble des activités d'assistance technique menées par les Membres donateurs:
Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges**

- assurer la maintenance et le suivi des projets d'assistance;
- transférer des connaissances de façon durable;
- éviter de donner des formations contradictoires.

Séance 3 – Vue d'ensemble des expériences des Membres bénéficiaires: Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges

Les intervenants ont souligné l'importance des éléments suivants:

- trouver un bon compromis entre le contrôle douanier et la facilitation des échanges;
- transactions informatisées;
- mise en œuvre d'un nouveau logiciel douanier;
- tout changement doit être réalisé avec précaution, compte tenu de ses répercussions sur les individuels et les collectivités au sein de l'entité à réformer;
- engagement de la haute direction dans la réforme durant tout le processus de transition;
- compréhension approfondie des problèmes dans la haute administration politique;
- communication; il convient d'expliquer dès le début la nature et les motifs du changement ainsi que les avantages que l'on peut en attendre à tous les intervenants;
- formation intensive;
- suivre et renforcer le processus de changement et répondre immédiatement aux difficultés qui peuvent apparaître;
- expansion du commerce électronique;
- préparation à la gestion des risques;
- stratégies souples;
- clarté des projets, stratégie solide et bonne gestion des projets;
- communication entre les donateurs bilatéraux et les organisations internationales afin que toutes les parties se mettent d'accord d'emblée sur un ensemble de règles unique;
- mise en place de nouveaux systèmes pour accélérer le dédouanement;
- introduction d'un nouveau connaissance basé sur le document administratif unique;
- systèmes extensibles et d'entretien facile;
- tenir compte convenablement de la dynamique locale et avoir des programmes régionaux;
- soutien de la part des institutions publiques et des institutions privées;
- intégrer dans les programmes d'assistance des mesures de modélisation économique;
- processus d'évaluation tenant suffisamment compte de la portée, de la mise en œuvre et de l'impact réel des projets;
- déploiement d'un personnel très compétent et bien équipé;

Séance 3 – Vue d'ensemble des expériences des Membres bénéficiaires: Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges	
-	disposer de personnes capables d'exécuter les projets;
-	emploi d'un personnel très consciencieux à toutes les étapes du projet;
-	engagement constant de toutes les parties intéressées et se préoccuper de la motivation des personnes participant à la mise en œuvre des projets.

Séance 4 – Contributions que le secteur privé pourrait apporter à l'assistance technique et à la création de capacités: Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges	
Les intervenants ont souligné l'importance des éléments suivants:	
-	la stratégie de facilitation des échanges doit faire partie intégrante de la politique nationale de libéralisation et de développement;
-	les gouvernements doivent devenir des agents du changement;
-	il importe de ne pas se préoccuper uniquement de l'aspect matériel et des infrastructures et de ne pas oublier le facteur humain;
-	l'assistance doit tenir compte des spécificités locales et ne pas consister à calquer les méthodes appliquées par un autre pays;
-	ouverture des pays à l'investissement étranger direct;
-	création d'une nouvelle culture tant dans les administrations publiques que dans le secteur privé;
-	considérer la modernisation, la réforme et l'adoption de nouvelles procédures comme un processus dynamique et non statique;
-	reconnaître que toute stratégie doit être périodiquement révisée;
-	transfert des connaissances;
-	prévisibilité de la loi;
-	obtention de renseignements commerciaux sur les pays d'exportation potentiels;
-	processus de paiement transparent pour les droits de douane et les redevances;
-	base de données centralisée et accessible par Internet contenant divers renseignements et création d'un site central pour l'établissement des documents internationaux;
-	se fixer des objectifs modestes et réalistes;
-	compétitivité;
-	formuler des politiques industrielles appropriées, fondées sur des données plus exactes concernant les exportations et les importations;
-	réseaux fiables et sécurisés connectant les différentes entreprises;
-	volonté politique des autorités concernées;
-	participation d'experts locaux ayant des connaissances concrètes;
-	appui financier des pays industriels;
-	efficacité du transfert de technologie, grâce à la participation d'entreprises privées ayant l'expérience de projets similaires.

D) Communications d'autres organisations

Trois documents d'autres organisations ont été communiqués au Secrétariat et distribués en tant que documents du CCM depuis la Conférence ministérielle de Singapour. Deux d'entre eux (un de la CNUCED et un de la CCE/ONU) exposent le travail de l'organisation intéressée dans le domaine de la facilitation des échanges mais n'abordent pas les besoins et priorités des Membres en matière de facilitation en tant que tels. Le troisième document (G/C/W/230, de la CNUCED) traite des problèmes de transit des pays en développement sans littoral. Ses principales constatations relatives aux besoins et priorités en matière de facilitation des échanges sont exposées dans la présente section.

Problèmes de transit des pays en développement sans littoral: Principaux points concernant les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges	
Le document souligne l'importance des éléments suivants:	
-	éliminer les goulets d'étranglement physiques tels qu'insuffisance des installations portuaires et de l'infrastructure ferroviaire ou routière, médiocrité du matériel de transport, insuffisance des moyens de télécommunication, et persistance d'obstacles non physiques au mouvement des marchandises en transit;
-	système de transport national et international efficace, rentable et respectueux de l'environnement;
-	amélioration de la souplesse pour pouvoir s'adapter aux variations de la demande et à des circonstances imprévues;
-	amélioration de la rapidité et de la fiabilité dans la livraison des marchandises;
-	réduction de frais de transport excessifs qui gonflent le prix de vente des marchandises importées et nuisent à la compétitivité des exportations des pays sans littoral;
-	atténuer l'insuffisance de l'infrastructure et la mauvaise utilisation des actifs;
-	atténuer les réglementations et les procédures officielles trop pesantes dans les pays en développement, qu'ils soient sans littoral ou de transit;
-	amélioration de l'efficacité des transports, harmonisation des politiques de transport et adoption de normes techniques et de principes juridiques communs;
-	rationalisation et harmonisation des procédures et de la documentation douanières et administratives;
-	correction des déséquilibres dans les échanges;
-	coopération et collaboration efficaces et étroites entre les pays en développement sans littoral et leurs voisins de transit, sur les plans régional, sous-régional et bilatéral;
-	ressources financières considérables pour améliorer l'infrastructure des transports;
-	aide pour la négociation et/ou l'application d'accords et d'arrangements bilatéraux et régionaux;
-	aide pour le renforcement des institutions et le développement des ressources humaines dans le secteur du transit et mise en place de systèmes informatiques pour les douanes et le transport;
-	renforcement de la coopération technique en faveur des pays en développement.